

**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES**

-----

**DECRET N° 2003/791**

**PORTANT REGLEMENTATION TARIFAIRE DU  
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT**

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

- Vu la Constitution
- Vu la Loi n° 94-007 du 26 Avril 1995 relative aux pouvoirs, compétences et ressources des collectivités décentralisées,
- Vu la Loi n° 98-029 du 20 Janvier 1999 portant Code de l'Eau,
- Vu le Décret n° 2003-007 du 12 Janvier 2003, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
- Vu le Décret n° 2003-008 du 16 Janvier 2003, portant nomination des membres du Gouvernement,
- Vu le Décret n° 2003-102 du 11 Février 2003, fixant les attributions du Ministre de l'Energie et des Mines et l'organisation générale de son Ministère,
- Vu le Décret n° 2003-193 du 04 Mars 2003, portant fonctionnement et organisation du service public de l'eau potable et de l'assainissement des eaux usées domestiques,

Sur proposition du Ministre de l'Energie et des Mines.

En Conseil de Gouvernement,

**D E C R E T E :**

**Article 1.-** En application des dispositions de l'article 57 de la loi n° 98-029 du 20 janvier 1999, ci-après dénommée la Loi, le présent décret fixe les modalités d'application des dispositions relatives à la tarification du service public de l'eau potable et de l'assainissement collectif des eaux usées domestiques.

Il précise les principes tarifaires, les règles, normes et procédures qui seront appliqués pour la proposition, la détermination, l'adaptation, l'ajustement et la révision des tarifs des services publics de l'eau potable et de l'assainissement.

Les définitions utilisées dans ce décret sont les mêmes que celles présentées dans le décret-cadre portant organisation du service public de l'eau.

**CHAPITRE PREMIER**

**PRINCIPES GENERAUX DE LA TARIFICATION DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU  
ET DE L'ASSAINISSEMENT**

**Article 2 -** La tarification du service public de l'eau potable et de l'assainissement est déterminée dans le respect des principes fixés par l'article 54 de la Loi et des dispositions particulières suivantes :

- Les branchements publics d'eau potable doivent être équipés de compteurs d'eau, ou tous autres comptages volumétriques adaptés au milieu, sauf accord explicite de l'Organisme Régulateur.
- La structure du tarif de Service Public de l'eau comprend une partie fixe et une partie variable, proportionnelle à la consommation d'eau.
- La partie fixe appelée **prime fixe**, et ou cotisation traduit les investissements engagés, y compris les subventions.

- La partie variable appelée **prix de l'eau**, traduit les coûts d'exploitation et les diverses charges.
- Le prix de l'eau potable comprend obligatoirement une tranche sociale dont le seuil de consommation est fixé par l'Organisme Régulateur.
- Le montant de la prime fixe et le prix de l'eau peuvent être spécifique à chaque système d'eau.
- Le tarif peut être ajusté pour tenir compte de l'évolution de l'environnement économique.

## CHAPITRE 2

### METHODOLOGIE D'ETABLISSEMENT DE LA GRILLE TARIFAIRE POUR L'EAU POTABLE

**Article 3** - l'Organisme Régulateur détermine la méthodologie d'établissement du tarif . Le Gestionnaire Délégué ou le Maître d'ouvrage , en cas de gestion en Régie directe, établit le tarif à partir de cette méthodologie, sur la base d'un plan de développement pour la durée du contrat de délégation du service de l'eau et en considérant les éléments suivants :

- la projection de la demande
- le programme prévisionnel d'investissement, de construction, réhabilitations, renouvellement et extensions, selon le type de Délégation de gestion , avec les coûts et échéance correspondants;
- les divers modes de financement acquis et prévus, les fonds propres et les subventions;
- le compte d'exploitation prévisionnel.

Le Gestionnaire doit également fournir les états financiers prévisionnels des cinq (5) prochains exercices.

Le Gestionnaire a l'obligation de communiquer à l'Organisme Régulateur tout autre document que celui-ci juge nécessaire pour l'examen des propositions de grille tarifaire qui lui sont soumises

## CHAPITRE 3

### APPROBATION ET MISE EN APPLICATION DU TARIF

**Article 4** –Le Gestionnaire soumet sa grille tarifaire à l'Organisme Régulateur pour approbation. La grille tarifaire comprend:

- le tarif proprement dit, c'est-à-dire, le montant de la prime fixe, le prix à appliquer à la tranche sociale et le prix de l'eau pour le reste de la consommation;
- les différentes redevances associées à l'exploitation du système d'eau;
- les taxes applicables à la Délégation de Gestion.

Les propositions de grille tarifaire sont susceptibles d'amendement ou de rejet par l'Organisme Régulateur. Tout amendement ou rejet par l'Organisme Régulateur doit être motivé

**Article 5** – Après approbation par l'Organisme Régulateur , une grille tarifaire est mise en vigueur et publiée par arrêté du ministre chargé de l'eau potable.

**Article 6:** L'attribution d'un contrat de Délégation de gestion au terme d'une procédure d'appel d'offre , inclut l'approbation du tarif proposé .

## CHAPITRE 4

### AJUSTEMENTS TARIFAIRES

**Article 7** - Pendant la période intermédiaire entre deux révisions quinquennales prévues à l'article 9 du présent décret, les niveaux du tarif peuvent être ajustés automatiquement chaque année par le gestionnaire du Système d'eau, par application d'une formule d'ajustement déterminée par l'Organisme Régulateur .

L'Organisme Régulateur détermine les paramètres à prendre en compte pour l'ajustement tarifaire et en définit la formule.

Il tient compte des caractéristiques du système d'eau que le Gestionnaire est tenu de lui communiquer, à savoir :

- la structure des investissements et des éventuelles subventions en précisant la répartition des dépenses en devises et en monnaie locale.
- les modes et les conditions de financement, en spécifiant les subventions
- le type de système d'eau : gravitaires , par pompage , ou mixte
- le mode de gestion du système d'eau.

Exceptionnellement, le Gestionnaire peut demander un ajustement tarifaire dans les cas suivants :

- l'indice global d'ajustement des tarifs a augmenté de plus de vingt pour cent (20%) par rapport au dernier ajustement.
- l'un des paramètres de la formule a augmenté de plus de cinquante pour cent (50%) par rapport au dernier ajustement.

**Article 8-** Le tarif ajusté est soumis à l'approbation de l'Organisme Régulateur au moins un mois avant sa mise en vigueur . L'absence d'observations formulées par l'Organisme Régulateur avant la date de mise en application du tarif ajusté vaut autorisation. Le tarif ajusté est porté à la connaissance des usagers.

## **CHAPITRE 5**

### **ADAPTATION TARIFAIRE**

**Article 9** - Le tarif peut être adapté, après deux années d'application, pour tenir compte de la structure des consommations effectivement observée. La proposition d'adaptation des tarifs est soumise par le Gestionnaire à l'Organisme Régulateur. Elle est accompagnée des documents justificatifs nécessaires à son examen, notamment

- la structure des consommations d'eau prévue pour déterminer le tarif initial,
- la structure des consommations effectivement observée pendant les deux premières années d'application de la grille tarifaire initiale, et l'adaptation tarifaire proposée.

La grille tarifaire incluant le tarif adapté est mis en application selon les modalités fixées à l'article 5 du présent décret .

## **CHAPITRE 6**

### **REVISIONS TARIFAIRES**

**Article 10** - Le tarif et sa formule d'ajustement peuvent être révisés à la demande du Gestionnaire , après une période minimale d'application de cinq ans. La procédure de révision tarifaire est identique à la procédure d'établissement de tarif initial définie par le présent décret.

Dans tous les cas, toute révision du tarif et de sa formule d'ajustement doit se faire dans le respect des clauses du contrat de Délégation de gestion .

## **CHAPITRE 7**

### **REDEVANCES ET TAXES SPECIFIQUES RECOUVREES PAR LE GESTIONNAIRE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE**

**Article 11** – Conformément à la définition de la grille tarifaire, outre le tarif, la grille tarifaire comprend les taxes et redevances spécifiques au secteur de l'eau . Les taxes sont composés par la taxe de régulation, des taxes et surtaxes communales.

Les redevances associées à l'exploitation des systèmes d'eau sont: les redevances sur les ressources en eau, redevance de branchements sociaux, redevances d'assainissement.

Les taux des redevances doivent être conformes aux dispositions de l'article 55 de la loi.

## **SECTION 1 :**

### **LES REDEVANCES**

**Article 12 - La redevance de régulation** est destinée à couvrir les charges de l'Organisme Régulateur. Elle constitue une charge d'exploitation du gestionnaire. Elle est constituée d'un pourcentage sur le chiffre d'affaires des gestionnaires délégués. Le montant annuel total de la redevance de régulation ne doit pas excéder 2% du chiffre d'affaires du service public de l'Eau soumis à la TVA.

Cette redevance est due chaque mois sur la base du chiffre d'affaires encaissé par le Gestionnaire Délégué ou Maître d'Ouvrage au cours du mois précédent.

**Article 13** - Les redevances pour le financement des infrastructures mises à la disposition du gestionnaire des services d'eau contribuent au financement des investissements de réhabilitation, renouvellement et extension du service public de l'eau potable. Elles sont facturées et recouvrées auprès des usagers par le Gestionnaire Délégué du service public de l'eau potable pour le compte du Maître d'ouvrage ou de tout autre organisme désigné par ce dernier.

Le contrat de Délégation de gestion fixe les modalités de versement au Maître d'ouvrage ou à l'organisme désigné par ce dernier des sommes dues par le Gestionnaire délégué au titre de ces redevances.

**Article 14** - Les redevances de branchements sociaux contribuent au financement des branchements desservant individuels des ménages à faibles revenus et des bornes fontaines. Elles sont perçues auprès des usagers, par le gestionnaire du service public de l'eau potable pour le compte du Maître d'ouvrage.

Les montants collectés au titre de ces redevances sont versés à un fonds de branchements sociaux et exclusivement destinés au financement des branchements sociaux et des bornes-fontaines. Le Maître d'ouvrage définit les modalités d'utilisation des ressources du fonds et tient une comptabilité spécifique de ce fonds.

Le contrat de gestion déléguée fixe les modalités de versement au Maître d'ouvrage des sommes perçues par le gestionnaire délégué au titre des redevances de branchements sociaux.

## **SECTION 2 :**

### **LES TAXES**

**Article 15** – Des taxes et surtaxes communales sur les services d'eau potable peuvent être instituées par les communes sur délibération du conseil municipal, dans le respect des dispositions de l'article 55 de la loi 98-029, et en conformité avec le code des collectivités locales.

Les taxes et surtaxes communales sont recouvrées auprès des usagers par les gestionnaires des Systèmes d'eau pour le compte des communes. Les montants dus sont basés sur les montants effectivement recouverts par le gestionnaire. Ils sont prioritairement affectés par les communes au paiement de leurs consommations d'eau potable.

Les contrats de Délégation de gestion fixent les modalités de versement aux communes des sommes perçues par les Gestionnaires délégués au titre des taxes et surtaxes communales.

## **CHAPITRE 8**

### **REDEVANCES D'ASSAINISSEMENT**

**Article 16** - Les redevances d'assainissement ont pour objet d'assurer le financement de l'exploitation et des investissements des systèmes d'assainissement collectifs. Les redevances s'appliquent aux usagers utilisateurs d'un système d'assainissement collectif. L'assiette de la redevance d'assainissement est le volume d'eau prélevé sur le réseau public de distribution d'eau potable ou sur toute autre source.

Les redevances d'assainissement sont basées par le Maître d'ouvrage ou le Gestionnaire délégué selon les mêmes modalités que pour les tarifs du service d'eau potable, sur la base du principe de recouvrement des coûts, et compte tenu de la capacité de paiement des usagers. Les modalités d'établissement des propositions des redevances d'assainissement et de détermination de celles-ci par l'Organisme Régulateur sont les mêmes que celles fixées dans le présent décret pour le service de l'eau potable.

Les redevances d'assainissement peuvent être calculées sur la base des volumes d'eau consommés ou prélevés, ou exprimées en pourcentage des facturations aux usagers au titre du service de l'eau potable.

Les Autoproduiteurs d'eau sont assujettis à la redevance d'assainissement sur la base du volume d'eau produit. Dans les cas où les redevances d'assainissement sont exprimées en pourcentage de la facturation faite aux usagers au titre de leurs consommations d'eau potable, les redevances d'assainissement dues par les Autoproduiteurs sont calculées sur la base des volumes d'eau produits par celui-ci, valorisés par application à ces volumes des tarifs applicables au service de l'eau potable.

**Article 17** - Pour les usagers, autres que les usagers domestiques, déversant leurs eaux usées dans un système collectif d'assainissement, l'assiette de la redevance d'assainissement est le volume d'eau prélevé sur le réseau public de distribution d'eau potable ou sur toute autre source, affecté de coefficients inférieurs ou supérieurs à l'unité, établis de façon à tenir compte de la pollution rejetée. Ces coefficients sont déterminés, par le Maître d'ouvrage, de façon à tenir compte de l'impact réel du déversement sur le système d'assainissement collectif. Ils sont soumis à l'approbation de l'Organisme Régulateur.

Le déversement, autre que domestique, dans un système d'assainissement collectif pourra faire l'objet d'une convention spéciale de déversement signée entre l'utilisateur auteur du déversement et le gestionnaire du système. Cette convention fixe les modalités techniques et financières du déversement. Le cadre et les modalités d'établissement de ces conventions spéciales de déversement sont définis par l'Organisme Régulateur.

Les redevances dues par le gestionnaire du service public de l'eau potable seront déterminées dans les contrats de gestion déléguée.

**Article 18** - Le gestionnaire d'un service public d'eau potable a l'obligation de fournir au gestionnaire de service public de l'assainissement intervenant dans l'aire géographique du service public de l'eau l'ensemble des fichiers des abonnés et des facturations nécessaires pour l'établissement des facturations de la redevance d'assainissement par ce dernier.

Le gestionnaire du service public de l'eau potable peut être chargé par le gestionnaire du service public de l'assainissement du recouvrement des redevances d'assainissement pour son compte. Ces prestations sont rendues dans le cadre des contrats commerciaux de prestations de services résultant de l'accord entre les deux gestionnaires.

## **CHAPITRE 9**

### **DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES**

**Article 19** – Jusqu'à la mise en place de l'Organisme Régulateur, les responsabilités revenant à ce dernier au titre du présent décret sont assurées par le Ministre chargé de l'eau potable.

**Article 20** : , Le Ministre auprès de la Présidence Chargé de la Décentralisation du Développement des Provinces Autonomes et des Communes, Le Ministre de l'Energie et des Mines, le Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget ,Le Ministre de l' Interieur et de la Reforme Administrative, sont chargés , chacun en ce qui le concerne ,de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Fait à Antananarivo, le 15 Juillet 2003

**PAR LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT**

Jacques SYLLA

**Le Ministre de l'Economie, des Finances  
et du Budget**

**Le Ministre Auprès de la Présidence Chargé  
de la Décentralisation, du Développement  
des Provinces Autonomes et des Communes**

RADAVIDSON Andriamparany Benjamin

ANDREAS ESOAVELOMANDROSO Monique

**Le Ministre de l'Interieur et de la Réforme  
Administrative**

**Le Ministre de l'Energie et des Mines**

RAMBELOALIJAONA Jean Seth

RABARISON Jacques H.

**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES**  
-----

**DECRET N° 2003/792**

**RELATIF AUX REDEVANCES DE PRELEVEMENTS ET DE DEVERSEMENTS**

LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

- Vu la Constitution,
- Vu la loi 93-005 du 26 Janvier 1994 portant orientation générale de la politique de décentralisation
- Vu la loi 98-029 portant code l'eau, notamment en ses articles 69 à 74,
- Vu le Décret n° 2003-007 du 12 Janvier 2003, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
- Vu le Décret n° 2003-008 du 16 Janvier 2003, portant nomination des membres du Gouvernement,
- Vu le Décret n° 2003-102 du 11 Février 2003, fixant les attributions du Ministre de l'Energie et des Mines et l'organisation générale de son Ministère,
- Vu le décret n° 2003/191 du 04 Mars 2003, portant création des Agences de Bassin et fixant leur organisation attributions et fonctionnement,
- Vu le décret n° 2003/192 du 04 Mars 2003, fixant l'organisation, les attributions et le fonctionnement de l'Autorité Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANDEA),

**Sur proposition du Ministre de l'Energie et des Mines**

**En conseil de gouvernement,**

**D E C R E T E :**

***DES REDEVANCES DE PRELEVEMENT***

**ARTICLE 1** – Des redevances sont mises en recouvrement par l'Agence de Bassin sur les prélèvements d'eaux souterraines et superficielles effectué dans sa circonscription suivant l'ordre de recette délivré par l'ANDEA.

**ARTICLE 2** – Sont considérés comme prélèvements d'eau, tout volume prélevé des eaux superficielles ou souterraines relevant du domaine public de l'eau.

Les opérations d'exhaure dans les mines ou d'extraction, en fouille noyée ou au fil de l'eau, de matériaux alluvionnaires induisant des prélèvements d'eau sont également considérés comme des prélèvements d'eau.

**ARTICLE 3** – L'assiette de la redevance est constituée par le débit fictif continu autorisé.

Toutefois, à la demande de l'agence ou du préleveur de l'eau, personne physique ou morale, les volumes d'eau réellement prélevés et mesurés peuvent constituer l'assiette de la redevance. Ces volumes sont exprimés en débit fictif continu.

**ARTICLE 4** – La redevance de prélèvement d'eau est constituée de trois parts :

- une part domaniale due à l'utilisation du domaine public de l'eau, appelée redevance domaniale,
- une part proportionnelle au débit prélevé, appelée redevance proportionnelle,
- une part représentant la participation de l'attributaire aux coûts de mobilisation de l'eau, appelée redevance de participation.

Cette redevance est destinée au Fonds National pour les Ressources en Eau en vue de financer la gestion des ressources en eau et le développement du secteur de l'eau et de l'assainissement pour l'intérêt général.

Les coûts de mobilisation de l'eau sont constitués de l'ensemble des dépenses engagées par l'ANDEA et l'Agence de Bassin pour mettre l'eau à la disposition de l'utilisateur. Il s'agit notamment des dépenses relatives à l'inventaire des ressources en eau, à leur stockage, à leur transport, à la protection, la préservation ou la restauration de leur qualité, à la lutte contre l'envasement et à la recharge artificielle des nappes souterraines.

**ARTICLE 5** – La redevance domaniale est fixée par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'eau potable et du Ministre chargé des Finances sur proposition de l'ANDEA. Elle est proportionnelle au débit fictif continu.

**ARTICLE 6** – La redevance proportionnelle est fixée, sur proposition de l'ANDEA, par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'eau et du Ministre chargé des Finances. Elle est perçue intégralement dès la première année chaque fois qu'il s'agit d'une régularisation. Pour les nouveaux prélèvements, elle sera perçue de la manière suivante :

25 % pour la première année, 50% pour la deuxième année, 75 % pour la troisième année et 100% pour la quatrième année. à couvrir les dépenses afférentes à la gestion du domaine public de l'eau.

**ARTICLE 7** – La redevance proportionnelle est révisée en fonction, notamment, de l'évolution du niveau des prix et des salaires suivant une formule d'indexation qui sera précisée par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'eau potable et du Ministre chargé des Finances.

La redevance sera modifiée chaque fois que l'application de la formule d'indexation donne, pour une Agence de Bassin donnée, une augmentation supérieure à 3 %.

**ARTICLE 8** – La redevance proportionnelle ne saurait être inférieure à un minimum de prélèvement fixé à 0,1 litres par seconde.

**ARTICLE 9** – La redevance de participation est fixée pour chaque bassin hydrographique, par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'eau potable et du Ministre chargé des Finances sur proposition de l'ANDEA.

Elle est exigible dès la première année de prélèvement de l'eau.

Toutefois, les agences bassins peuvent permettre aux intéressés sur accord de l'ANDEA de s'acquitter de cette participation, aux moyens de versements échelonnés suivant des conditions financières convenues avec eux.

## **DES REDEVANCES DE DEVERSEMENT**

**ARTICLE 10** – Tout déversement, écoulement, rejet, dépôt direct ou indirect dans les eaux superficielles ou souterraines est soumis au paiement d'une redevance, appelée ci-après redevance de déversement.

Le recouvrement de cette redevance est poursuivi auprès du propriétaire ou de l'exploitant des installations de déversement, écoulement, rejet, dépôt direct ou indirect, qu'il soit personne physique ou morale, de droit public ou de droit privé.

Les modalités de fixation et de recouvrement de cette redevance sont fixées par le présent décret.



**ARTICLE 11** – Les redevances de déversements sont établies et perçues en fonction de la quantité de pollution produite un jour normal du mois de rejet maximal , mesurée en litre.

**ARTICLE 12** – Les quantités de pollution visées à l'article précédent sont déterminées par estimation forfaitaire. Toutefois à la demande, soit de l'agence d'exécution, soit du redevable, elles peuvent être déterminées par mesure de la pollution réelle.

**ARTICLE 13** – Pour la détermination de l'assiette des redevances en cas d'estimation forfaitaire, la quantité de pollution est calculée sur la base de volume d'eaux usées rejetées.

**ARTICLE 14** Si l'agence de bassin ou le redevable a demandé l'évaluation par mesure individuelle de la pollution réelle, cette mesure porte sur la détermination du volume réel rejeté.

Les frais d'exécution de la mesure sont à la charge :

- de l'agence lorsque la mesure a été effectuée à son initiative,
- du redevable lorsque la mesure a été effectuée à son initiative.

**ARTICLE 15** – Pour la détermination de l'assiette des redevances applicables aux rejets domestiques, un arrêté du Ministre chargé de l'eau potable pris sur proposition de l'ANDEA concernée, fixe pour une durée maximale de cinq ans, une quantité de pollution journalière mesurée en litre à prendre en compte pour chaque habitant. Cette quantité est exprimée en éléments mentionnés à l'article 13 ci-dessus.

L'assiette est calculée chaque année par commune en multipliant cette quantité de pollution individuelle par la somme du nombre des habitants. Le nombre des habitants agglomérés est déterminé conformément aux recensements de la population et, le cas échéant aux estimations du Ministre chargé de la Population.

**ARTICLE 16** – L'agence d'Exécution notifie aux exploitants des réseaux publics de distribution d'eau le montant de la contre-valeur à percevoir pour son compte au titre de la redevance de pollution, par mètre cube, sur leurs abonnés. La facturation et le recouvrement des sommes dues sont opérés par ces exploitants au nom de l'ANDEA.

Les renseignements relatifs aux quantités d'eau facturées nécessaires pour le calcul de la contre-valeur sont fournis à l'agence par les exploitants des réseaux publics de distribution d'eau.

Les modalités prévues aux alinéas ci-dessus, ainsi que les modalités de reversement par les distributeurs à l'agence de bassin et le cas échéant, les conditions de remboursement des trop-perçus sont fixées par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'eau potable et du Ministre chargé des Finances.

**ARTICLE 17** – A défaut de paiement par le redevable dans le délai de trois mois à compter de la présentation de l'ordre de recettes, il lui est envoyé une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la redevance n'est pas payée après le délai fixé par la mise en demeure, l'autorisation est retirée, sans préjudice de poursuites judiciaires ou administratives éventuelles.

En cas de récidive, le contrevenant est passible de sanctions prévues aux articles 67 et 68 de la loi 98-029 portant Code de l'Eau.

**ARTICLE 18** Le Ministre auprès de la Présidence de la République chargé de la Décentralisation et du Développement des Provinces Autonomes et des Communes , Le Ministre de l'Energie et des Mines et Le Ministre de l'Economie ,des Finances et du Budget , sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Fait à Antananarivo, le 15 Juillet 2003

PAR **LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,**

Jacques SYLLA

**Le Ministre de l'Energie et des Mines**

**Le Ministre auprès de La Présidence de la  
République chargé de la Décentralisation,  
du Développement des Provinces Autonomes  
et des Communes**

RABARISON Jacques H.

ANDREAS ESOAVELOMANDROSO Monique

**Le Ministre de l'Economie des Finances  
et du Budget**

RADAVIDSON Andriamparany Benjamin

**MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES**

-----

**DECRET N° 2003/793**

**FIXANT LA PROCEDURE D'OCTROI DES AUTORISATIONS  
DE PRELEVEMENTS D'EAU**

**LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu la Constitution,
- Vu la loi 93-005 du 26 Janvier 1994 portant orientation générale de la politique de décentralisation
- Vu la loi n° 98-029 du 20 janvier 1999 portant code de l'eau, notamment en ses articles 10 et 11
- Vu le décret n°99-954 du 15 Décembre 1999 relatif à la mise en comptabilité des investissements avec l'environnement,
- Vu la loi N° 98-031 du 20 janvier 1999 portant définition des établissements publics et des règles concernant la création de catégorie d'établissements publics ;
- Vu le décret N° 61-035 du 21 juin 1961 fixant les règles de gestion financière et d'organisation comptable applicable aux établissements publics à caractère administratif, modifié par le décret N° 99-349 du 12 mai 1999 ;
- Vu le Décret n° 2003-007 du 12 Janvier 2003, portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
- Vu le Décret n° 2003-008 du 16 Janvier 2003, portant nomination des Membres du Gouvernement,
- Vu le Décret n° 2003-102 du 11 Février 2003, fixant les attributions du Ministre de l'Energie et des Mines et l'organisation générale de son Ministère,
- Vu le Décret n° 2003/191 du 04 Mars 2003, portant création des Agences de Bassin et fixant leur organisation attributions et fonctionnement,
- Vu le Décret n° 2003/192 du 04 Mars 2003, fixant l'organisation, les attributions et le fonctionnement de l'Autorité Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANDEA),

**Sur proposition du Ministre de l'Energie et des Mines**

**En Conseil de Gouvernement**

**DECRETE :**

**TITRE PREMIER**

**DE LA PROCEDURE D'OCTROI DES AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU**

**CHAPITRE PREMIER**

**DISPOSITIONS GENERALES**

**Article premier :** Le prélèvement d'eaux de surface ou d'eaux souterraines pour usages personnels ne nécessite pas l'autorisation prévue par les articles 10 et 11 de la loi 98.029 du 20 janvier 1999 portant Code de l'Eau.

L'expression «usages personnels » s'entend, au sens du présent texte, des usages nécessités par les besoins quotidiens élémentaires, nutritionnels et hygiéniques de l'Homme. En tout état de cause, les prélèvements pour usages personnels de l'eau ne devront pas excéder 1 m3 par heure.

**Article 2 :** Au-delà du seuil prévu par l'article 1 ci-dessus, les autorisations pour prélèvement d'eau prévu dans le cadre des articles 10 et 11 de la loi 98. 029 portant Code de l'Eau, sont accordées conformément aux procédures décrites par le présent décret.

**Article 3 :** Lorsque le prélèvement d'eau se fait en eau souterraine, l'autorisation doit être précédée d'une étude approfondie de la réserve d'eau disponible dont les résultats seront soumis à l'avis des départements concernés est délivrée. C'est ensuite que l'autorisation de prélèvement sera délivrée lorsque le débit à prélever est supérieur au seuil de prélèvement à fixer par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'eau et du Ministre des eaux et forêts, pris sur proposition de l'Agence de Bassin concerné. Cet arrêté détermine les limites des zones à l'intérieur desquelles ce seuil est appliqué. Ces zones seront figurées sur un plan à l'échelle appropriée qui sera joint audit arrêté.

**Article 4 :** Lorsque le prélèvement d'eau envisagé a lieu à l'intérieur des périmètres urbains et consiste en un captage et une utilisation de sources naturelles situées sur des propriétés privées ou en un prélèvement d'eau dans la nappe souterraine, préalablement au lancement des opérations de l'enquête publique, la demande d'autorisation est soumise, dès le premier jour de l'ouverture des opérations de l'enquête, à l'avis du Maire concerné qui doit se prononcer avant la clôture des opérations de ladite enquête. Passé ce délai, son avis est réputé favorable.

## CHAPITRE II

### DE LA DEMANDE D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU

**Article 5 :** La demande d'autorisation de prélèvement d'eau est adressée à l'Agence de Bassin qui, après études de faisabilité, la transmet à l'ANDEA pour approbation

Elle comporte les éléments suivants :

- l'identité du demandeur ou celle de la personne dûment habilitée à la représenter auprès de l'agence d'exécution de l'ANDEA ;
- la localisation de l'ouvrage ou de l'installation de captage ;
- les caractéristiques de l'installation de l'ouvrage de prélèvement, sa consistance et, s'il y a lieu, la capacité maximale horaire ;
- le débit maximum à prélever ;
- l'usage prévu de l'eau ;
- l'état des autres utilisations de l'eau par les autres usagers dans le même bassin hydraulique.

Lorsqu'il s'agit d'eaux souterraines, la demande mentionne en outre la profondeur de l'ouvrage et le cas échéant, son diamètre pour le cas des forages et puits..

La demande doit être accompagnée des pièces suivantes :

- un acte par lequel le demandeur justifie de la libre disposition du sol sur lequel les ouvrages ou installations doivent être réalisés,
- un plan de situation approprié ;
- un schéma des installations projetées.

L'Agence de Bassin peut demander d'autres documents et informations qu'il juge nécessaires à l'instruction de la demande et notamment lorsqu'un des ouvrages hydrauliques sera établi sur les ressources en eaux du domaine public.

**Article 6 :** La demande doit être accompagnée d'une étude technique et d'une étude d'impact dans les cas suivants :

- lorsque le prélèvement de l'eau nécessite une accumulation de l'eau sur le domaine public,
- lorsque la nature technique, l'ampleur des travaux et ouvrages ou la sensibilité du milieu de leur implantation l'exigent, conformément aux dispositions du décret n°99-954 du 15 Décembre 1999 relatif à la mise en comptabilité des investissements avec l'environnement ;.

[ a ] L'étude technique doit porter notamment sur :

- les coordonnées du lieu d'implantation de l'ouvrage d'accumulation,
- les caractéristiques de l'ouvrage lorsque :
  - l'accumulation sera faite au moyen d'un barrage, le type de barrage (poids, poids évidé, voûte, terre, ...) et les caractéristiques des agrégats et des adjuvants qui seront utilisés,
  - l'ouvrage est en terre, les lieux d'emprunt, les caractéristiques des matériaux et les moyens de compactage,
- le volume, la hauteur et la longueur en crête, ... de la digue,
- les caractéristiques du cours d'eau, et notamment son régime : débit moyen annuel, débit minimum et maximum observé, etc....
- la géologie du site,
- la retenue :
  - le régime juridique et la superficie totale des terres inondées,
  - la surface du plan d'eau,
  - la cote des plus hautes eaux,...
  - les ouvrages et installations annexes du barrage : vidanges de fond, prises d'eau, évacuateurs de crues, ...

[ b ] L'étude d'impact est réalisée conformément aux indications du décret n°99-954 relatif à la mise en comptabilité des investissements avec l'environnement. Elle porte sur l'identification et l'évaluation des impacts probables du prélèvement sur l'environnement physique, biologique et humain. Elle doit faire apparaître les conséquences du prélèvement et les mesures d'atténuation/ de compensation envisagée pour pallier aux conséquences dommageables du prélèvement sur l'environnement. L'étude porte notamment sur les aspects qui peuvent avoir une incidence sur les activités et les impacts du prélèvement :

- **le milieu physique** :
  - géologie, relief et pédologie ;
  - eaux et cycle hydrologique (l'état des eaux de surface et milieux humides, des eaux souterraines, utilisations).
- **le milieu biologique** :
  - les écosystèmes ;
  - la flore et la végétation ;
  - la faune
- **le milieu humain** :
  - les populations concernées (nombre de foyers, nombre des exploitations inondées, modalités d'indemnisation, ... )

Concernant particulièrement l'ouvrage d'accumulation d'eau, l'étude d'impact doit être accompagnée d'un plan de surfaces inondables à l'aval en cas de rupture du barrage et indiquer les mesures à prendre pour réduire les dégâts de ces inondations.

**Article 7** : L'évaluation de l'étude technique est réalisée par l'Agence de Bassin qui peut, le cas échéant, faire appel à d'autres départements ministériels ou organismes concernés par les ouvrages ou les travaux, ou solliciter, en tant que de besoin, le service d'autres experts.

Passé un délai de 30 jours, l'avis des départements ministériels consultés est réputé favorable.

L'évaluation de l'étude d'impact réalisée pour une étude d'impact environnemental, ou l'approbation du programme d'engagement environnemental, constitue un préalable obligatoire à tout commencement de travaux.

L'instruction technique de la demande d'autorisation est effectuée dans un délai de 45 jours.

L'instruction environnementale de la demande se fait dans les délais stipulés dans le décret n° 99-954 du 15 Décembre 1999 relatif à la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement.

### CHAPITRE III

#### DE L'ENQUETE PUBLIQUE

**Article 8 :** La demande d'autorisation fait l'objet d'une enquête publique lorsque la réalisation de l'ouvrage ou des travaux entraîne un déplacement de population ou un déclassement de terrain en zone d'utilité publique, ou lorsque les enjeux de la demande le justifient.

La participation du public à l'évaluation peut être définie comme étant son association dans l'évaluation environnementale des dossiers de demande d'autorisation afin de fournir les éléments nécessaires à la prise de décision. Elle a pour objectifs d'informer le public concerné par le projet sur l'existence du projet et de recueillir ses avis à ce propos.

**Article 9 :** L'enquête est effectuée par une commission indépendante composée :

- d'un représentant du Ministère chargé de l'eau potable
- d'un représentant du Ministère chargé de l'Environnement
- d'un représentant de l'ANDEA ,Président
- d'un représentant de l'Agence de Bassin concerné, secrétaire
- d'un représentant d'un laboratoire agréé par l'Etat
- d'un représentant des communes concernées
- d'un représentant du Ministère dont relève l'activité utilisatrice.

Le Maire peut inviter toute personne susceptible d'aider la commission d'enquête dans ses investigations, à en faire partie.

La commission d'enquête mène les investigations auprès de la population concernée en tenant compte de la culture orale qui prévaut à Madagascar.

**Article 10 :** L'ouverture de l'enquête publique est prescrite par un arrêté du Ministre Chargé de l'Eau Potable sur proposition de l'Agence de Bassin concernée.

L'arrêté d'ouverture d'enquête ci-dessus mentionné désigne notamment :

- les membres de la commission d'enquête,
- l'objet de l'enquête,
- la durée de l'enquête qui ne peut pas excéder trente (30) jours,
- les lieux, jours et heures des séances de rencontre des enquêteurs avec la population locale :
- le lieu de dépôt du dossier d'enquête ainsi que du registre destiné à recueillir les observations des intéressés. Ce registre reste mis à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête.
- les lieux, jours et heures des séances de rencontre du promoteur avec la population locale
- le nom et qualité de la personne de contact pour les compléments d'information,
- la possibilité pour tout intéressé de demander la consultation de l'intégralité des documents et à consigner ses avis dans le registre mis à sa disposition, éventuellement la liste de l'intégralité du dossier de l'enquête,
- les dates d'ouverture et de clôture des opérations de l'enquête ;

**Article 11 :** L'Arrêté d'ouverture d'enquête mentionné ci-dessus est publié par les soins de l'agence de bassin au Journal Officiel et inséré dans un journal d'annonce légale. Il est porté à la connaissance du public par les soins de l'autorité locale par tout moyen qu'elle juge approprié. En outre, il est affiché dans les locaux de la commune.

Les opérations mentionnées aux articles 6 à 8 ci-dessus ont lieu quinze jours avant la date prévue pour l'ouverture des opérations d'enquête.

**Article 12 :** Le dossier de l'enquête, constitué de la demande de l'intéressé et des pièces qui l'accompagnent, est déposé à la commune pour être mis à la disposition du public. En outre, le Maire tient un registre d'observations, coté et paraphé par ses soins, destiné à recevoir les observations et réclamations éventuelles des tiers.

**Article 13 :** Dans les sept (07) premiers jours de la période impartie à l'organisation des procédures d'enquête publique, le maire de la commune organise la rencontre du promoteur et de la population locale.

Une séance d'information ,est programmée à cette occasion, pendant laquelle le promoteur intervient pour une présentation succincte de son projet et pour fournir les compléments d'information demandés par l'assistance.

Lors de cette séance d'information, le public peut émettre ses avis et ses préoccupations sur le projet. Le déroulement de cette séance d'information doit être consigné dans un procès-verbal établi par le Maire, lequel sera annexé au registre

**Article 14 :** A l'issue des procédures relatives à l'enquête publique, l'autorité locale procède à la clôture officielle du registre public relatif à la consultation sur place des documents, et à l'établissement d'un avis attestant les conditions dans lesquelles s'est déroulée la consultation du public, complétée par son avis personnel sur le projet.

La commission d'enquête se réunit sur convocation de son président, prend connaissance des observations et réclamations consignées au registre d'observations et, si elle le juge utile, se transporte sur les lieux, pour examiner les observations produites. Elle consigne ses conclusions dans un procès-verbal signé par tous ses membres et transmet le dossier de l'enquête publique à l'Agence de Bassin .

**Article 15 :** Conformément aux résultats de l'évaluation technique, de l'évaluation environnementale, et des résultats de l'enquête publique, du procès-verbal de la commission et du registre d'observation, l'ANDEA décide de la suite à réserver à la demande, dans un délai de 20 jours à compter de la réception du dossier complet de la demande de prélèvement.

## **CHAPITRE IV**

### **DE L'AUTORISATION DE PRELEVEMENT D'EAU**

**Article 16 :** L'autorisation de prélèvement d'eau est délivrée par l'ANDEA dans un délai de quinze jours à partir de la date de clôture des opérations d'enquête.

L'arrêté d'autorisation fixe notamment :

- l'identité de l'intéressé,
- la durée de l'autorisation,
- le débit autorisé,
- l'usage de l'eau
- le numéro du titre foncier ou, éventuellement la parcelle sur laquelle l'eau sera utilisée lorsque l'eau est destinée à l'irrigation,
- la superficie de la parcelle du domaine public des ressources en eaux à occuper par les ouvrages ou installations de prélèvement,
- les caractéristiques des puits ou forages autorisés,
- le montant de la redevance de prélèvement et, le cas échéant, d'occupation temporaire du domaine public de l'eau,
- les mesures à prendre pour éviter la pollution temporaire des eaux du domaine public de l'eau,
- les mesures à prendre pour éviter la pollution des eaux ou, éventuellement l'intercommunication des nappes, en cas de prélèvement d'eau souterraine,
- les conditions de prolongation ou de renouvellement.

**Article 17 :** L'autorisation ne peut être cédée ou transférée sans l'agrément de l'ANDEA.

La demande de cession ou de transfert doit comporter tous les éléments indiqués à l'article 6 ci-dessus qui doivent faire l'objet d'une modification.

**Article 18 :** Les prélèvements d'eau existant antérieurement à la publication de l'arrêté visé à l'article 11 ci-dessus sont soumis à déclaration pour autorisation du maintien de plein droit dans leur consistance.

La déclaration est accompagnée des indications des mesures prises ou envisagées pour assurer la bonne gestion de la ressource en eau et la préservation de l'environnement risquant d'être affectée par l'activité, de la durée d'autorisation de maintien demandée.

Toutefois, si l'ANDEA ou les départements consultés estiment que les mesures prises ou envisagées ne permettent pas d'assurer la gestion de la ressource en eau, ou si le débit prélevé dépasse le seuil fixé par cet arrêté, les prélèvements doivent faire l'objet d'une étude technique et d'une étude d'impacts conformément aux indications de l'article 7.

La déclaration devra être faite par les soins de leurs propriétaires dans les douze (12) mois qui suivront la publication de l'arrêté visé à l'article 3.

**Article 19 :** Lorsque le prélèvement d'eau se fait au moyen d'un ouvrage d'accumulation artificielle de l'eau sur le domaine public de l'eau, l'arrêté d'autorisation fixe en outre :

- les délais de commencement et d'achèvement des travaux,
- les règles de gestion et de maintenance de l'ouvrage,
- la redevance d'occupation du domaine public de l'eau,
- les conditions de remise en état des lieux.

**Article 20 :** Les ouvrages de captage et les prélèvements existants au moment de l'entrée en vigueur du présent décret, feront l'objet d'une déclaration qui sera effectuée, dans le délai de 24 mois.

**Article 21 :** Si l'attributaire de l'autorisation est soumis à l'autorisation de déversement prévue au chapitre II- section III de la loi 98-029 portant Code de l'Eau, l'autorisation définit à la fois les conditions de déversement et de prélèvement.

**Article 22 :** L'autorisation de prélèvement d'eau doit être présentée par l'attributaire ou son représentant, à tout contrôle, effectué sur les lieux de prélèvement.

**Article 23 :** Les frais de dossier d'autorisation sont fixés par l'ANDEA et perçus par l'Agence de Bassin, suite à un ordre de recette établi par l'ANDEA, sur la base de critères à fixer dans un arrêté interministériel.

**Article 24 :** Une ampliation des arrêtés d'autorisation ainsi que de leur modification, de leur révocation, de leur retrait ou de leur transfert est adressée par l'agence d'exécution aux Ministères chargés respectivement de l'Eau, de l'Environnement, des Eaux et Forêts et au ministère de tutelle de l'activité, objet du prélèvement.

## **TITRE II : DE LA REALISATION DE FORAGES POUR RECHERCHE D'EAU ET DE CREUSEMENT DE PUIITS**

**Article 25 :** Le seuil des profondeurs et de débit au dessous desquels la réalisation des forages, les creusements ou approfondissements de puits ne sont pas soumis à autorisation sont fixés par arrêté du Ministre chargé de l'eau pris sur proposition de l'ANDEA.

Cet arrêté détermine également les limites des zones à l'intérieur desquelles ce seuil est appliqué.

Cette zone sera figurée sur un plan à l'échelle appropriée qui sera joint audit arrêté.

**Article 26 :** Les forages et puits existant antérieurement à la publication du présent décret sont maintenus de plein droit dans leur consistance actuelle. Toutefois, si leur profondeur dépasse celle fixée par l'arrêté mentionné à l'article 25 ci-dessus, ils doivent faire l'objet d'une déclaration qui devra être faite par les soins du propriétaire dans les douze (12) mois qui suivront la publication dudit arrêté.



## **CHAPITRE PREMIER**

### **CONDITIONS D'OBTENTION DES AUTORISATIONS**

**Article 27** : L'autorisation de réalisation de forages pour la recherche d'eau et le creusement de puits est délivrée par arrêté de l'ANDEA selon les modalités fixées par le présent décret.

**Article 28** : La demande d'autorisation doit indiquer les éléments suivants :

- l'identité et l'adresse du pétitionnaire ;
- l'usage qui sera fait de l'eau et le débit à prélever ;
- la durée probable et les dates prévisibles de commencement et d'achèvement des travaux ;
- les caractéristiques du forage ou du puits, notamment, son diamètre et sa profondeur.

A la demande sont jointes les pièces suivantes :

- un plan à l'échelle appropriée mentionnant la position et les coordonnées du forage ou du puits, ainsi que les points d'eau existants situés dans un rayon de un (1) kilomètre par rapport au forage ou puits projetés ;
- un acte par lequel le demandeur justifie être le propriétaire du terrain sur lequel le forage sera réalisé ou le puits creusé, ou tenir du propriétaire le droit de l'exploiter.

**Article 29** : Les services de l'Autorité Nationale de l'Eau et de l'Assainissement fournissent à quiconque entreprend la réalisation de forages pour recherche d'eau et à sa demande, dans la limite d'appréciation des éléments dont ils disposent, tous renseignements d'ordre notamment technique, hydrologique et hydrogéologique qui leur sont demandés.

**Article 30** : L'autorisation est accordée pour une période de 5 ans. A l'issue de ce délai, le titulaire est tenu de présenter une nouvelle demande d'autorisation.

L'arrêté d'autorisation fixe notamment :

- l'identité de l'intéressé,
- le nombre de puits ou de forages à réaliser,
- la durée de l'autorisation,
- les délais de commencement et d'achèvement des travaux,
- les caractéristiques des puits ou forages autorisés,
- les obligations du promoteur relatives aux mesures à prendre pour éviter la pollution des eaux ou, éventuellement l'intercommunication des nappes,
- les conditions de remise en état des lieux en cas d'abandon de l'ouvrage ou si les résultats des recherches sont négatifs,
- la puissance et les conditions d'utilisation des explosifs,
- les modalités de modification, de révocation et de renouvellement de cette autorisation sont fixées par l'arrêté d'autorisation.

## **CHAPITRE II**

### **DISPOSITIONS DIVERSES**

**Article 31** : Le permissionnaire est tenu de faciliter l'accès aux lieux de prélèvement d'eau et des travaux de forage ou de creusement de puits à toute personne commissionnée par l'ANDEA pour procéder aux vérifications nécessaires, de mettre à sa disposition le journal du forage ou du puits, et de lui communiquer tous renseignements hydrogéologiques qu'elle juge utiles.

**Article 32** : Le permissionnaire est tenu d'aviser immédiatement l'ANDEA des influences sur les points d'eau mentionnés dans la demande, observées au cours de la réalisation des travaux et des incidents survenus sur le chantier.

**Article 33** : Quant le forage est achevé, le réalisateur informe l'ANDEA de la date d'achèvement des travaux, des résultats définitifs obtenus. Il peut, s'il le désire, prendre attache avec l'agence d'exécution pour fixer la nature de l'ouvrage d'exploitation approprié.

**Article 34** : L'utilisation des produits chimiques, notamment, pendant les opérations de développement, ne peut avoir lieu qu'après accord préalable de l'agence d'exécution..

**Article 35** : L'autorisation peut être retirée sans indemnité si les conditions qu'elle comporte ne sont pas respectées.

**Article 36** : Le Vice Premier Ministre chargé des Programmes Economiques, Ministre des Travaux Publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire, Le Ministre auprès de la Présidence Chargé de la Décentralisation du Développement des Provinces Autonomes et des Communes, Le Ministre de l'Energie et des Mines, Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget, Le Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts, et Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République.

Fait à Antananarivo, le 15 Juillet 2003

**PAR LE PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT**

JACQUES SYLLA

**Le Vice Premier Ministre chargé des Programmes Economiques, Ministre des Travaux Publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire**

**Le Ministre auprès de la Présidence Chargé de la Décentralisation du Développement des Provinces Autonomes et des Communes**

RAMANDIMBIARISON Zaza Manitranja

ANDREAS ESOAVELOMANDROSO Monique

**Le Ministre de l'Energie et des Mines**

**Le Ministre de l'Economie des Finances et du Budget**

RABARISON Jacques H.

RADAVIDSON Andriamparany Benjamin

**Le Ministre de l'Environnement, des Eaux et Forêts**

**Le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche**

RABOTOARISON Charles Sylvain

RANDRIASANDRATRINIONY Yvan